

ALGER

Alger républicain

Extrait du Alger républicain

<http://www.alger-republicain.com/Le-PC-syrien-salue-la-resistance.html>

**Le PC syrien salue la
résistance nationale et appelle
à consolider sa base sociale ?
partir d'un « ? programme de
rupture avec le libéralisme
économique ? »**

Date de mise en ligne : mardi 16 juillet 2013

- Actualité politique internationale - Moyen Orient - 5.1. Syrie -

Copyright © Alger républicain - Tous droits réservés

Repris de <http://solidarite-internationale-pc...>

Le Comité central du Parti communiste syrien a organisé une session élargie, le 2 juin 2013, présidée par le secrétaire-général le camarade Ammar Bagdache. Cette rencontre comptait sur la présence de membres du Comité central, de membres du Comité de surveillance et de secrétaire des Comités régionaux.

A l'issue de sa réunion élargie du 2 juin 2013, présidée par son secrétaire-général Ammar Bagdache, le Comité central du Parti communiste syrien a publié une déclaration qui expose son analyse de la situation et ses propositions.

"Le cours pris par les événements ne faisait que confirmer ce qui avait été annoncé par le Parti dès le début, que la résistance n'est pas seulement un devoir, elle est possible. Cette résistance doit beaucoup aux masses syriennes pénétrées de patriotisme, prêtes à sacrifier tout ce qu'elles ont pour défendre l'indépendance nationale, c'est ce que prouve notre histoire récente, c'est ce qu'on peut voir aujourd'hui dans le sang versé par nos martyrs, enfants d'ouvriers et paysans, des villes comme des champs, qui a irrigué l'autel de la souveraineté nationale et de la dignité.

Des facteurs internationaux ont également contribué à renforcer la résistance nationale syrienne, la solidarité de tous les peuples libres du monde arabe et ceux qui dans le monde font fait et cause avec le peuple syrien face à l'agression des forces obscurantistes impérialistes, sionistes et réactionnaires.

Des gestes de soutien se sont manifestés également sur la scène régionale et internationale, exprimés avec force par la République fédérale de Russie et la République populaire de Chine ainsi que par la République islamique d'Iran qui ont joué un rôle crucial dans la défense de la résistance nationale syrienne.

L'escalade belliqueuse contre la Syrie se poursuit, ce qui se manifeste par des attaques militaires sionistes et par les décisions prises par l'Union européenne de soutenir ouvertement les bandes armées dans notre pays, avec la poursuite et l'extension de sanctions économiques et politiques injustes prises par ce bloc impérialiste contre la Syrie, avec la bénédiction et même sous inspiration des États-Unis, ce premier ennemi de la liberté des peuples. Les régimes qui ont fait allégeance à l'impérialisme (de Doha à Ankara) prennent des mesures qui n'ont rien à voir avec les règles du droit international, participant à l'agression en finançant, ravitaillant et soutenant de toutes les façons possibles les forces armées de nature terroriste.

Le Comité central confirme que les dernières évolutions positives sur le champ de bataille, avec les ripostes aux offensives récurrentes des forces armées de la rébellion, et les succès importants remportés par les forces armées syriennes qui ont repoussé les bandes armées et réduit sa sphère d'influence, ont joué et jouent un grand rôle. Elles ouvrent des perspectives de résolution de la crise sur une base nationale, c'est-à-dire en maintenant la Syrie comme un pays à la souveraineté inaliénable, rejetant les diktats de l'impérialisme et du sionisme, luttant avec courage contre toutes les tentatives de faire plier la Syrie.

Le Comité central a exprimé le soutien du Parti communiste syrien aux grandes lignes du programme pour résoudre la crise syrienne, révélées dans le discours du président Bachar al-Assad le 6 janvier 2013. La condition nécessaire et fondamentale pour trouver un début de solution à la crise syrienne consiste à ce que les forces de la rébellion arrêtent leurs opérations terroristes et qu'on arrête d'aider des groupes armés terroristes depuis l'extérieur. Sans cette condition préalable, il est impossible d'aller plus loin dans la résolution de la crise, du point de vue de l'intérêt national et de l'aspiration du peuple à vivre dans la dignité dans un pays libre. Le Comité central estime aussi que toutes les propositions de réforme contenues dans ce programme pour résoudre la crise syrienne, telle que l'adoption d'une Charte nationale, les changements à la Constitution et l'adoption de lois politiques fondamentales

doivent être actés par des assemblées représentatives élues de façon démocratique.

Le Comité central constate que les progrès réalisés dans le renforcement de la résistance nationale contraignent les forces adverses à changer de tactique. Les États-Unis ont approuvé la décision de reprendre les négociations, commencées à la Conférence de Genève. Avec le soutien du Parti communiste à la décision du gouvernement syrien de participer à cette conférence, nous avons appelé dans le même temps à la vigilance face aux manoeuvres de l'impérialisme car l'impérialisme américain et le sionisme israélien sont les deux principaux ennemis des peuples arabes en général et du peuple syrien, ainsi que de l'indépendance nationale syrienne, en particulier.

Le Comité central pense que les forces adverses, inquiètes face à l'échec de la tentative séditionnelle de renversement du système actuel, commencent à diriger tous leurs efforts vers le prolongement de la crise et l'épuisement de la Syrie, car il s'agit d'une pierre angulaire placée face au plan d'asservissement de la région, le « nouveau Grand Moyen-Orient », une tentative de créer un « Grand Sion » pour mettre en place, dans ce cadre, l'asservissement et l'exploitation de tous les peuples de la région par l'impérialisme américain et le sionisme international, avec l'appui des forces arabes traîtresses.

Le cours des événements rend nécessaire le renforcement de tous les éléments qui composent la résistance nationale, sur le plan politique, économique comme social. Le Comité central fait remarquer que l'évolution socio-économique du pays ne sert pas la cause de la résistance nationale, bien au contraire. La chute terrible du niveau de vie des masses syriennes est le coeur du problème, ces masses qui forment la base de la résistance nationale.

L'économie nationale a connu un sérieux recul, en conséquence d'actes de sabotage organisés par les forces de l'insurrection armée. Les infrastructures de production sont détruites, celles tombant momentanément sous leur contrôle voient le matériel pillé et vendu hors du pays, en particulier à la Turquie, et le même sort est réservé aux stocks importants de céréales.

Plusieurs installations pétrolières ont été sabotées, les oléoducs et les gazoducs coupés. Tout cela a conduit à des difficultés sérieuses, mettant en péril la satisfaction des besoins essentiels de la population, qui a quitté massivement leurs lieux de résistance, partant se réfugier en lieu sûr. Le chômage a augmenté, en particulier chez les travailleurs du secteur privé. Un phénomène qui s'est accru avec le départ d'un certain nombre d'hommes d'affaire qui ont fermé leurs boutiques et sont allés délocaliser leur activité à l'étranger. Les sanctions injustes prises par les centres de l'impérialisme mondial ont eu une grande influence sur l'évolution de l'économie nationale et des conditions de vie de la majorité des citoyens.

Les conditions socio-économiques auraient pu être moins terribles, si ce n'étaient les politiques économiques libérales adoptées par le pays il y a déjà plusieurs années de cela. Les orientations économiques libérales ont joué un grand rôle, étant à l'origine de la crise qu'a connue le pays, creusant les inégalités sociales, et marginalisant un certain nombre de producteurs tout en appauvrissant les masses. Cette tendance économique libérale, avec les conditions qu'elle a créées, en particulier en sapant le rôle de l'État, n'ont pas permis de trouver des solutions efficaces pour protéger la production nationale ainsi que les vies des citoyens tout en maintenant le niveau de richesse général.

Jour après jour, le pouvoir d'achat de l'immense majorité des citoyens chute, avec la faible valeur de la monnaie nationale couplée à la flambée des prix. C'est une des principales raisons à l'origine de la situation actuelle, les grands bourgeois ont retiré les dépôts dans les banques nationales et les ont transférés à l'étranger. Ce qui a un impact négatif important sur la stabilité et la valeur de la livre syrienne. Ce processus s'est déroulé sous les yeux des agences gouvernementales sans qu'elles n'aient rien fait pour l'empêcher ou le freiner, sous prétexte qu'il n'existait pas de législations adéquates. La méthode consistant à placer des réserves en devise étrangères de l'État sur le

marché de change n'a joué aucun rôle pour renforcer la monnaie nationale, au contraire, ce procédé a eu des conséquences dangereuses, avec l'épuisement des réserves en devise étrangère.

Aucune action sérieuse n'a été entreprise pour revoir de façon radicale les tendances économiques libérales de la période précédente, et suivre une politique de capitalisme d'État avec un État social. Au contraire, des décisions ont été prises de relever les prix de l'énergie. On continue dans cette voie néfaste pour la production nationale, comme pour les vies des citoyens en général, avec l'augmentation des prix de l'électricité et du carburant. Ce qui conduira à une nouvelle hausse générale des prix, et donc à une paupérisation des travailleurs, une partie d'entre eux devant désormais lutter contre la faim.

L'augmentation des prix de l'énergie, avec ses énormes effets négatifs sur les conditions de vie - déjà misérables - des masses populaires, met en péril toute la production nationale dans son ensemble. Cela signifie une augmentation des coûts de la production industrielle, et poussera ce qui reste des industriels à partir à l'étranger et à investir leur argent dans les pays voisins. Cela augmentera également le coût de la production agricole, avec la réticence d'une partie importante des producteurs à rester dans le secteur, portant donc un nouveau coup à ce qu'il reste de la sécurité alimentaire du pays, pourtant atteinte dans un passé pas si lointain. Cela porterait donc un coup terrible à l'industrie et à l'agriculture, et sans la contribution de ces deux branches de la production matérielle, il sera très difficile de surmonter les effets du déclin économique issu de la crise, et d'entamer de façon positive le processus de reconstruction du pays.

Il est clair que cela va intensifier la pression sur le peuple, et faire porter sur ses épaules les conséquences d'actes coupables commis par les ennemis de la patrie, et par leur force sociale dans le pays, la bourgeoisie compradore. Le libéralisme économique exprime les intérêts économiques de la bourgeoisie compradore, cette bourgeoisie dont les intérêts sont étroitement liés aux intérêts des monopoles mondiaux et donc fondamentalement incompatibles avec les intérêts du pays.

Le Comité central met en garde contre de nouveaux projets suspects, désormais sous la bannière de la « reconstruction de la Syrie », à la place des oripeaux précédents déchirés, défendus avec les mêmes arguments que ceux qui ont présidé aux tendances économiques libérales que nous avons connues il y a pas si longtemps. Ils défendent cette même ligne sous prétexte d'un « plan Marshall » pour la Syrie, dont le contenu est le suivant : une approche économique libérale, plaçant le pays sous le contrôle total des monopoles étrangers et des représentants locaux de la bourgeoisie compradore. Ces cercles cherchent à atteindre par des moyens économiques ce qu'ils n'ont pas pu réaliser par des moyens politiques et militaires, soit transformer la Syrie en un pays suiviste, à leur merci.

Cette tendance menace la souveraineté et l'indépendance nationale, elle rend nécessaire le rassemblement de toutes les forces nationales et progressistes afin de rompre pleinement et entièrement avec le libéralisme économique et de rétablir le rôle central de l'État dans la protection de la production nationale et de répondre aux intérêts des producteurs, répondre aux besoins fondamentaux de notre peuple.

Cette tendance qui protégera la résistance nationale syrienne et renforcera la base de masse de la résistance, étendra cette base nécessite qu'on adopte une série de mesures :

1 - Défense de la production nationale dans tous les secteurs, toute forme de propriété confondue, avec une attention spéciale portée au secteur public et soutien aux branches productives fondamentales : industrie et agriculture ;

2 - Renforcement du rôle des institutions étatiques dans le commerce intérieur et rétablissement de son rôle dans le commerce extérieur. Réprimer les spéculateurs, même si cela est important, ne suffit pas. Cela doit être couplé par

l'instauration d'un concurrent sérieux, l'État ;

3 - Lien des prix avec les salaires et limitation des hausses de prix. Cela nécessite tout d'abord d'éradiquer l'évasion fiscale, y compris l'économie informelle, en défendant un système fiscal où plus on fait des profits, plus on paie d'impôts ;

4 - Attaque contre le profit parasitaire, sous toutes ces formes, en insistant dans la phase actuelle sur le traitement strict et efficace de ceux qui spéculent sur les biens alimentaires du peuple, construisant de grandes fortunes au prix de tragédies pour notre peuple ;

5 - Traitement global de la corruption pour être efficace. La corruption repose sur le pillage de l'État et du peuple, ce pillage est orchestré par la bourgeoisie parasitaire, en coopération étroite avec la bourgeoisie parasitaire.

6 - Changement radical de la politique monétaire, ce dont a besoin le pays actuellement, coupant court à tous les procédés conduisant à l'épuisement des réserves de devise étrangère du pays ;

7 - Soutien à l'agriculture en termes d'objectifs de production et de demande sur le marché, tout en renforçant le rôle de l'État dans le domaine, en aidant les agriculteurs, en travaillant à la renaissance de coopératives efficaces ;

8 - Réforme du code du travail dans les intérêts des travailleurs, en particulier pour empêcher les licenciements injustifiés ;

9 - Nationalisation du pétrole et du gaz, ce qui offrirait une base potentielle considérable à la reconstruction du pays, sur une base nationale ;

10 - Nationalisation de l'électricité et des télécoms ;

11 - Renforcement du rôle de l'État dans le domaine social, retour de l'État dans certains domaines, retour sur les mesures qui ont mis en péril l'éducation, la démocratie et le système de santé. Le concept, actuellement défendu, qu'il faudrait « donner une aide à ceux qui le méritent », transforment ce qui était une fonction sociale en charité, ce qui conduit à l'abandon des aides sociales ;

12 - Rupture totale avec les politiques économiques libérales, ce qui rend nécessaire l'adoption d'une base légale à cette fin. Cela nécessite l'annulation de toutes les lois, décisions de « libéralisation » qui ont cassé des branches de la production et n'ont profité qu'au capital parasitaire, tout en augmentant la déformation structurelle de l'économie nationale.

Toutes ces mesures permettraient un retour à l'ancienne forme de l'économie syrienne, qui était une économie productive. Ces mesures satisferont les besoins et les intérêts des producteurs qui constituent la colonne vertébrale de la résistance nationale syrienne, ce sera une base solide pour relancer le pays sur la voie du progrès social. Le Comité central a ré-affirmé que la défense des intérêts du peuple renforcera les bases de la résistance nationale.

Le Comité central a concentré son attention sur les façons de profiter de la récolte agricole prometteuse. Il a jugé qu'il fallait faire plus d'effort pour profiter de cette récolte pour renforcer la sécurité alimentaire, et garantir une juste rémunération aux agriculteurs, qui ont fait beaucoup d'efforts pour atteindre ces résultats. Profiter de ces récoltes, les stocker pour partie, est d'une grande importance, en particulier dans ce contexte. Il est très important d'accorder plus

d'attention à ce secteur, surtout à l'Est et au Nord-est.

Si on en revient à la situation internationale, le Comité central pense que l'intensification de la crise structurelle du capitalisme aura un impact sur l'évolution de la scène mondiale. L'affrontement entre travail et capital, dans de nombreuses régions du monde, y compris dans les centres impérialistes, s'intensifie. Ces affrontements sont exacerbés par l'apparition de signes sérieux annonciateurs de nouvelles crises capitalistes périodiques. Dans la plupart des pays capitalistes, une nouvelle crise survient juste après la fin d'une première phase de récession ou de reprise toute relative, une crise qui porte le péril d'une nouvelle vague de conflits.

Cette tendance belliciste de l'impérialisme s'accroît en dépit de la contraction de la base matérielle de cette tendance, due à l'approfondissement de la crise. Parmi les manifestations les plus visibles de cette tendance belliciste, ce qui se produit dans notre région et dans une bonne partie de l'Afrique, où l'impérialisme européen, en particulier l'impérialisme français, agit de façon ouvertement belliciste au Mali. L'affrontement entre les centres mondiaux, en particulier entre les centres impérialistes traditionnels et les dits pays émergents, s'aiguise, prenant des formes très variées de par le monde.

En Turquie, un grand mouvement de masse s'est levé contre le régime réactionnaire. Ce mouvement, résultat d'une série de facteurs provenant du ressentiment populaire croissant face aux mesures réactionnaires prises dans les domaines politique, social, par le gouvernement turc. La plupart des Turcs refusent la politique belliciste adoptée par les cercles dirigeants turcs contre la Syrie. Les événements en Turquie marquent le début de l'effondrement de ce modèle réactionnaire qui se pare d'un vernis hypocrite, démocratique et religieux, un modèle que l'impérialisme américain tente d'imposer dans les pays de la région afin de mieux les contrôler. Le Parti communiste syrien adresse des messages de solidarité aux forces nationales et démocratiques en Turquie, ainsi qu'aux masses qui se sont levées pour défendre leur dignité et les vraies valeurs progressistes.

Les événements en Égypte et en Tunisie marquent le début de la faillite totale de ce modèle obscurantiste et réactionnaire, ainsi que des instigateurs de ces mouvements réactionnaires.

Des mouvements de masse montent, avec des mots d'ordre de liberté, de démocratie, de laïcité et de justice sociale. Les communistes en Syrie tendent leur main aux démocrates du monde arabe, soulignant qu'il n'y a pas de dignité, de progrès, de prospérité et de démocratie sans maintien de l'indépendance nationale. Le premier combat se porte contre les agents du colonialisme, ils doivent être vaincus.

Le Comité central a pris note d'un rapport sur l'activité internationaliste du parti, couvrant la situation de la résistance nationale syrienne dans les médias communistes progressistes qui contribuent aux activités de solidarité avec la résistance. Le Comité central a informé de la participation de représentants du parti dans un certain nombre d'événements, tels que le 15e Congrès du Parti communiste de la Fédération de Russie, qui a publié une déclaration de solidarité avec la Syrie, ainsi que les actions de solidarité du Conseil mondial de la paix en collaboration avec le Conseil de la paix en Turquie et avec le Parti communiste turc, condamnant l'attaque impérialiste réactionnaire dans la région, et en solidarité avec la résistance syrienne. Le Comité central a salué le rôle des représentants du parti dans ces initiatives internationalistes.

Le Comité central a également pris note de rapports sur l'activité d'organisations du parti dans cette situation très difficile que connaît le pays et juge que, en dépit des difficultés, les organisations du parti font généralement leur travail de mobilisation de masse. Les événements montrent un haut niveau d'engagement des Communistes syriens sur les questions nationales, tout en montrant leur position particulière sur les questions de classe. Le Comité central a encouragé les organisations du parti à persévérer dans la lutte, dépendant des conditions concrètes de chaque région, afin de satisfaire les revendications des masses et de défendre leurs droits."